Juillet 1951 : regards sur l'économie mondiale

Autor(en): **Aymard, Philippe**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **31 (1951)**

Heft 7

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-888588

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Juillet 1951 :

REGARDS SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

par

Philippe AYMARD

Docteur en droit
Maître de conférences à l'Institut d'études politiques

DEPUIS un an, l'économie mondiale a été dominée par la politique de réarmement consécutive au déclenchement du conflit coréen. D'importants changements dans la situation intérieure des pays aussi bien que dans les rapports internationaux s'en sont suivis, et une série de mesures de contrôle, de répartition, de lutte anti-inflationniste ont dû être prises dans l'Ancien comme dans le Nouveau Monde.

Les perspectives de règlement de la guerre de Corée, et la détente qui semble se faire jour sur la scène politique invitent, en ce milieu d'année 1951, à tenter de faire le point et à prendre une vue d'ensemble de la situation économique internationale. Nous le ferons en considérant successivement l'importante question des matières premières et les perspectives monétaires et financières du proche avenir.

VERS LA STABILISATION DES COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES ?

C'est certainement dans le secteur des matières premières de base que les variations les plus spectaculaires ont été enregistrées. Les achats stratégiques américains, la concurrence accrue des pays occidentaux et de l'U. R. S. S., la spéculation et le stockage de certains intermédiaires ont entraîné, sur tous les marchés mondiaux, une hausse considérable des cours : à Sydney, la laine est passée de 80 pence la livre avant la guerre de Corée à 200 pence en mars 1951 ; à New-York, l'étain dans le même temps, s'élevait de 75 cents la livre à 184 cents, tandis qu'à Londres, le caoutchouc, battant tous les records, voyait ses cours quintupler en un an : 16 pence par livre en février 1950, 72 pence en février 1951.

Il est évident qu'une pareille situation ne pouvait continuer indéfiniment. Si elle avait pour heureuse conséquence l'augmentation des bénéfices des pays producteurs — et l'accroissement corrélatif de leurs réserves en or et devises — elle entraînait une poussée inflationniste extrêmement dangereuse, rendait très difficile la trésorerie des entreprises importatrices, et exerçait sur le niveau général des prix intérieurs une pression redoutable.

C'est pourquoi, on a assisté en mars 1951 à un coup d'arrêt brutal : les Etats-Unis ont stoppé leurs achats stratégiques et des Comités internationaux de contrôle et de répartition des matières premières ont été institués à Washington. En trois mois, les cours de la laine ont baissé de 45 %, ceux de l'étain de 41 %, ceux du caoutchouc de 40 % et par contagion, le coton, le coprah, le blé enregistraient, eux aussi, sur le marché mondial une baisse sensible.

Cette baisse va-t-elle se poursuivre et même s'accélérer si les pourparlers d'armistice en Corée aboutissent, et les cours se retrouveront-ils bientôt à leur niveau de départ d'avant le 25 juin 1950 ? Telle est la question que l'on se pose en ce moment de Londres à Singapour, de New-York à Sydney. Il est évidemment difficile de faire des prévisions rigoureuses dans un domaine aussi sensible aux moindres influences politiques ou militaires. Mais nous pensons qu'il convient cependant, pour clarifier la question, de souligner les trois points suivants :

1° Les Etats-Unis ont mesuré tout le danger qu'ils couraient à dépendre, pour leur ravitaillement en matières premières de base, de centres de production éloignés qui pourraient, au hasard des conflits, échapper à leur contrôle. Les achats précipités de l'automne 1950 ont été dus, notamment, à la crainte d'une extension du conflit en Extrême-Orient qui les aurait privés des ressources de la Malaisie. D'autre part, l'opinion publique a très vivement réagi contre l'attitude des producteurs des pays sterling qui ont profité de la situation pour augmenter exagérément leurs prétentions. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis s'efforcent

actuellement de développer la fabrication de produits de remplacement sur une grande échelle. Dans son dernier rapport, M. Wilson a révélé que les usines américaines allaient fabriquer plus de 200 millions de livres de laine synthétique—il s'agit de l'orlon, dernier né des laboratoires de Dupont de Nemours, qui serait à la laine ce que le nylon est devenu à la soie — « destinés dans une large mesure à éliminer la pénurie mondiale de laine naturelle ». Simultanément, la production de caoutchouc synthétique a atteint, durant le premier trimestre 1951, les plus hauts niveaux de la production de guerre et la mise en route d'une nouvelle usine en juillet 1950 permet d'escompter une augmentation de 200.000 tonnes de la capacité de production américaine de caoutchouc synthétique qui atteindrait ainsi près d'un million de tonnes, chiffre à rapprocher des 1.860.000 tonnes de caoutchouc naturel produites dans le monde en 1950.

Ces divers facteurs devraient, par conséquent, réduire sensiblement la demande américaine sur le marché mondial et tendre à la baisse des cours.

2° Mais les Etats-Unis n'ont pas intérêt à provoquer un appauvrissement des populations d'Extrême-Orient qui tirent leurs principaux revenus de la production de caoutchouc et d'étain. Au moment où ils dépensent des milliards de dollars pour l'application du plan de Colombo et la mise en œuvre du point IV Truman, il semblerait assez illogique qu'ils pratiquent un « forcing » sur les prix pour les ramener très en deça des niveaux actuels. Une fois atteint leur objectif de ne plus être à la merci des producteurs malais, ou même des éleveurs australiens, il ne paraît pas probable qu'ils fassent une pression continue sur les cours : le niveau de vie du sud-est asiatique, l'équilibre de la balance des comptes de la zone sterling, les besoins considérables du marché américain, où des restrictions de consommation ont déjà été imposées, sont des facteurs importants qui joueront dans le sens d'un freinage à la baisse.

3° Enfin, il est un aspect de la question des matières premières dont on parle peu parce qu'on envisage le plus souvent le présent ou le très proche avenir en négligeant ce que les économistes appellent la longue période. M. Ernest H. Stern, dans la revue anglaise « The Banker » de mai 1951 y a consacré un long et intéressant article : il existe un déséquilibre fondamental entre l'offre et la demande de matières premières dans le monde indépendamment de tous les problèmes de contingents, de réserves stratégiques ou d'inflation.

D'après l'auteur, en effet, l'expansion industrielle, et corrélativement la demande de matières premières, ont depuis dix ans dépassé largement en vitesse l'expansion de la production, donc de l'offre de matières premières. Si l'on en croit les chiffres cités, l'indice de production industrielle dans le monde était (l'U. R. S. S. non comprise) en 1950 de 160 par rapport à 1938, tandis que l'indice de production des matières premières vierges n'était que de 134. C'est cet écart qui conduit à penser que, sauf en cas de recul profond de l'activité industrielle (hypothèse peu probable si les Gouvernements maintiennent leur politique d'armement et de plein emploi), les prix auront tendance à demeurer au niveau des prix actuels pendant plusieurs années encore.

Nous n'avons, dans ce bref tour d'horizon, voulu donner qu'un aperçu de la situation des matières premières dans le monde. Il est bien évident qu'une étude plus complète nous aurait conduit à parler d'un produit essentiel et qui est aujourd'hui au premier rang de l'actualité : le pétrole. Il est remarquable de constater que les cours mondiaux du pétrole ont été d'une grande stabilité depuis un an en dépit de tous les soubresauts politiques et militaires que l'on sait. Cela est dû au fait qu'à l'augmentation considérable de la consommation a correspondu un accroissement à peu près égal de la production grâce principalement au développement des gisements du Moyen-Orient. Mais les événements d'Iran pourraient entraîner une rupture d'équilibre, auquel cas le cours de 2,57 dollars le baril se maintiendrait difficilement à ce niveau.

Sous réserve de complications graves de la situation politique, il ne nous semble pas que l'on s'oriente actuellement vers une période de grandes variations des cours des matières premières. Un certain palier a été atteint depuis le renversement de tendance du printemps 1951. Les Etats-Unis sont intéressés au premier chef à ce que les conditions économiques internationales se stabilisent afin de pouvoir mieux contrôler le niveau de leurs prix intérieurs : ils ont donné, au moment opportun, le coup d'arrêt nécessaire. Washington sort renforcé de l'expérience à laquelle nous venons d'assister, aux dépens de Londres qui, n'étant plus le plus gros acheteur mondial, a perdu de ce fait son rôle d'arbitre des prix internationaux. Il reste aux dirigeants américains à prouver qu'ils sont dignes du rôle de leader qu'ils viennent de conquérir.

LE PARADOXE MONÉTAIRE

Si le cours des matières premières s'oriente vers une certaine stabilisation après avoir connu des variations de très grande amplitude au cours des dix derniers mois, les parités monétaires, par contre, sont demeurées remarquablement stables pendant la même période, n'accusant pratiquement aucune variation notable. Doit-on en conclure que les monnaies des différents pays n'ont subi aucune conséquence du fait des événements de Corée et que l'on est parvenu à cet état d'équilibre international souhaité par les promoteurs de Bretton Woods? La réponse à cette question doit être nuancée.

Lorsqu'a éclaté le conflit coréen, il y a un an, les différents systèmes monétaires s'orientaient effectivement vers une certaine stabilité. La dernière secousse avait éte imprimée par la dévaluation de la livre en septembre 1949 et par les alignements qui en avaient résulté dans diverses capitales. Chaque pays s'était efforcé depuis de résoudre ses propres difficultés intérieures et de mettre à profit l'aide Marshall et les efforts de l'O. E. C. E. pour asseoir plus solidement la valeur extérieure de sa monnaie. Le 1er juillet 1950, l'U. E. P. entrait en vigueur et élargissait les possibilités de commerce et de règlements entre ses divers membres.

Mais les événements d'Extrême-Orient et la politique de réarmement qui s'en suivit devaient entraîner, du point de vue monétaire, deux conséquences assez divergentes :

— D'une part, on a assisté à un accroissement considérable des achats américains à la fois dans les pays de la zone sterling et en Europe, ce qui devait conduire à une sensible amélioration des balances commerciales des pays exportateurs, à une augmentation des réserves en or et dollars de la Grande-Bretagne et de la France notamment et par suite à un affermissement des monnaies par rapport au dollar.

Simultanément s'opérait une certaine redistribution d'or de par le monde, à la suite de la diminution de 10 % environ du stock de la Trésorerie américaine, tandis que des courants nouveaux de capitaux se dirigeaient vers des pays refuges d'Amérique du Sud par exemple.

— D'autre part, il s'est produit une pression inflationniste grave due à l'accroissement des dépenses publiques et à la diminution relative de la production de biens de

consommation par suite des fabrications de matériel militaire. Cette menace était plus grave dans les pays européens où l'économie, encore chancelante, n'avait pas les réserves accumulées aux Etats-Unis pendant quinze années de prospérité ininterrompue.

Mais un certain décalage dans le temps s'est produit entre les deux influences dont nous venons de faire état : l'intensification des échanges et l'amélioration des balances des comptes se sont effectuées immédiatement et ont été perceptibles dès le deuxième semestre de 1950, tandis que les effets du programme de réarmement commencent seulement à se faire sentir, le processus de vote des crédits, de mise en route des commandes et de règlement des dépenses étant infiniment plus lent que l'achat pur et simple de matières premières ou de produits finis.

Si bien que les craintes d'une aggravation de la situation monétaire ou d'une rechute de certaines devises ont été estompées par les effets bienfaisants d'une recrudescence d'activité commerciale et industrielle, au moment où l'on percevait dans de nombreux pays les signes avant-coureurs d'une dépression.

C'est maintenant seulement que l'on commence à mesurer le péril en voyant notamment le retournement de tendance du commerce extérieur anglais et français, l'arrêt des sorties d'or des Etats-Unis, le ralentissement du rythme d'accroissement des réserves de la zone sterling, l'incidence de la hausse des matières premières importées sur les prix intérieurs, le manque d'élasticité de certains secteurs de la production, les risques de malaise social et les difficultés accrues du financement des dépenses publiques. Mais, malgré cette « montée des périls », le marché des changes reste toujours aussi calme et les variations de cours demeurent insignifiantes.

La situation de la France est à cet égard caractéristique : le franc n'a guère bougé sur les marchés libres des changes depuis septembre 1949; exprimé par rapport au franc suisse et au dollar, il s'est maintenu sans défaillance en dépit de la tension politique internationale, de la guerre de Corée, de la hausse des prix des matières premières. Par rapport à l'or, il s'est même valorisé depuis deux ans, malgré les crises politiques et sociales, la hausse continue des prix (30 % depuis 1949), le déséquilibre budgétaire. Pourquoi ce divorce entre valeur intérieure et valeur extérieure de la monnaie? Pourquoi ce paradoxe de stabilité monétaire alors que logiquement on aurait dû assister depuis deux ans à une montée graduelle des cours des devises fortes ?

Il y a, semble-t-il, deux raisons, l'une technique, l'autre psychologique, à cette situation de fait.

Raison technique d'abord : l'aide américaine, qui s'est poursuivie sans désemparer depuis 1948 a grandement facilité la tâche du gouvernement en résolvant le problème du déficit structurel à l'égard de la zone dollar. Les importations ont pu être maintenues au niveau voulu dans le cadre du plan Marshall sans entraîner de saignée en devises comme cela avait été le cas après 1945.

D'autre part, le mécanisme de l'Union européenne de paiements a entraîné la fongibilité des créances et des dettes entre pays membres de l'Union et permis de profiter pleinement de l'excédent net des exportations sur les importations ; les transferts d'or et de dollars consécutifs à la situation largement créditrice de la France au cours des trois premiers trimestres d'activité de l'Union européenne de paiements ont consolidé sa situation à l'égard des autres pays et permis de constituer, avec, par surcroit, les apports des touristes, une solide réserve de devises utilisables, le moment venu, pour la défense de la monnaie.

Mais la raison psychologique nous semble encore plus importante, parce qu'elle vaut non pas seulement pour la France mais pour tous les pays de la communauté atlantique et fournit, à notre sens, une explication valable de la stabilité actuelle des diverses parités de change et la distinction entre monnaies fortes et monnaies faibles tend à disparaître; on ne fuit plus devant le franc, la livre ou le florin ; on ne se rue plus vers le dollar ou le franc suisse comme en 1946-48. On cherche plus volontiers des pays refuges, à égale distance de Moscou et de New-York que des monnaies refuges. Pourquoi? Parce que bien sûr le potentiel économique a été restauré, parce que les catastrophes monétaires cent fois prédites après la deuxième guerre mondiale ne se sont pas produites. Mais aussi et surtout parce que chacun a, aujourd'hui, la même notion d'un péril commun qui guette son voisin autant que lui-même. Lorsqu'un bateau heurte une mine, les passagers de première ne sont pas moins exposés que ceux de troisième. Alors à Dieu vat!

Il ne faudrait pas en conclure que les pouvoirs publics puissent se désintéresser désormais du sort de leur monnaie, en France ou ailleurs, et s'en remettre au destin ou à ses agents. C'est précisément au cas où une certaine détente internationale viendrait à se produire qu'il conviendrait de redoubler de vigilance pour éviter de nouveaux accidents monétaires dus à un brusque ralentissement d'activité industrielle ou à un déséquilibre de l'offre et de la demande de biens de consommation. Certains pays prévoyants ont su, depuis un an, mettre en place des organismes de contrôle du crédit, des offices de répartition de matières premières, une législation des prix et des salaires permettant de soutenir, le moment venu, la valeur de la monnaie et de lutter efficacement contre une menace inflationniste précise. L'exemple des Etats-Unis, dont on connaît l'attachement aux principes libéraux, suffit à démontrer qu'il est, en effet, devenu indispensable aujourd'hui, quelle que soit l'étiquette doctrinale dont on aime à se parer, de disposer des moyens adéquats pour agir en fonction des variations de la conjoncture.

CONCLUSION

Dans les deux principaux domaines de la vie économique, prix des matières premières et monnaies, nous retrouvons ainsi une même tendance à la stabilisation. Les économistes classiques auraient dit que le jeu de l'offre et de la demande et le simple automatisme des mécanismes régulateurs ont été à l'origine de ce mouvement. Les économistes de l'Ecole moderne soutiendront en revanche que c'est grâce à l'action concertée des pouvoirs publics et à l'institution d'organismes et de méthodes de contrôle de la vie économique que l'on a pu s'orienter vers une situation d'équilibre.

Toujours est-il que cet équilibre est extrêmement précaire et que les tendances dont nous avons fait état pourraient, à tout moment, être renversées par un incident de politique intérieure ou extérieure. Aussi convient-il de s'abstenir de toute prévision à long terme et de poursuivre, dans le cadre d'une coopération internationale aussi étendue que possible, une politique économique prudente et exempte de tout esprit de système.

Ph. Ayman